

Communiqué de presse

Reconnaissance du gouvernement afghan par la Russie : Une nouvelle étape pour empêcher l'émergence d'un ordre islamique dans la région

(Traduit)

Jeudi, la Russie a annoncé qu'elle avait officiellement accepté les lettres de créance du nouvel ambassadeur afghan, devenant ainsi le premier pays à reconnaître le gouvernement dirigé par les talibans.

Le bureau des médias du Hizb ut Tahrir / Wilayah Afghanistan considère cette reconnaissance comme faisant partie d'un processus plus large par lequel le régime actuel sera progressivement absorbé dans le système international laïc de l'État-nation. Ce système, avec le temps, éloignera le régime de l'objectif islamique vital d'établir et de transmettre le Dîn d'Allah (swt). En outre, cette reconnaissance pourrait faire de l'Afghanistan un champ de bataille pour la concurrence entre les puissances régionales et mondiales.

Depuis le changement de régime en Afghanistan, la Russie cherche activement à établir des relations solides avec les nouvelles autorités. Ce changement politique découle des préoccupations de la Russie en matière de sécurité nationale et de ses intérêts stratégiques en Asie centrale. Moscou craint la montée de l'islam politique, le rétablissement du Khilafah et l'unification de la Oumma. Elle attend du régime afghan actuel qu'il supprime les moudjahidines en Asie centrale. C'est pourquoi, le 4 juillet 2024, le président Poutine a ouvertement déclaré : « Les talibans sont certainement nos alliés dans la lutte contre le terrorisme ». Une telle déclaration révèle clairement la vision manipulatrice et instrumentale de la Russie à l'égard du gouvernement afghan.

La reconnaissance, en termes d'aujourd'hui, est un outil politique moderne utilisé pour servir les intérêts nationaux d'États puissants. C'est une faveur politique que la Russie a accordée sur la seule base de ses propres calculs stratégiques - et elle attend du gouvernement afghan qu'il poursuive et maintienne cette faveur en donnant la priorité aux seuls intérêts matériels, en abandonnant toutes les autres normes, y compris les valeurs et les principes islamiques. Le président américain Donald Trump a formulé des attentes similaires à l'égard du nouveau régime syrien. Ces préoccupations communes aux États non islamiques témoignent de leur stratégie partagée : contenir l'Islam politique et empêcher l'avènement d'un ordre islamique dans la région.

En outre, le désir d'obtenir de telles faveurs politiques de la part d'États hostiles comme la Russie n'est pas ancré dans les croyances islamiques, mais plutôt dans un état d'esprit façonné par le pragmatisme et la recherche du profit. De même, Amanullah Khan a envoyé une lettre officielle à Vladimir Lénine, cherchant à obtenir le soutien politique de l'Union soviétique, qui est devenue le premier État à reconnaître son règne. Pourtant, historiquement - et encore aujourd'hui sous Vladimir Poutine - la Russie reste l'un des ennemis les plus déterminés de l'Islam et des musulmans et un obstacle majeur à l'unité de la Oumma islamique. Ses crimes contre les musulmans en Russie, en Asie centrale, dans le Caucase, en Syrie, en Afghanistan et dans d'autres régions sont indéniables.

Incontestablement, les relations diplomatiques, politiques et économiques avec les États infidèles doivent être conformes à ce que l'Islam reconnaît, et cela a des précédents historiques. Depuis l'époque du prophète Mohammad (saw) jusqu'à l'ère des califes bien guidés et au-delà, les relations étrangères des musulmans ont toujours été guidées par la croyance islamique et le principe d'al-walā' wal-barā'. La politique étrangère du Khilafah était au service de la mission de

diffusion de l'Islam par la Da'wa et le Jihad afin d'étendre la gouvernance islamique. L'envoi par le Prophète (saw) d'émissaires dans les palais des empereurs de l'époque en est un bon exemple.

La diplomatie islamique repose sur des principes tels que l'izhār-u-dīn, al-walā' wal-barā', et la classification des terres en Dār ul-Islām ou Dār ul-Kufr. Ces concepts n'ont pas leur place dans l'ordre séculier de l'État-nation ; en fait, ils sont souvent considérés comme un danger. Le régime actuel ne peut mener une politique étrangère et une diplomatie islamiques que s'il vise à établir un ordre politique enraciné dans l'Islam lui-même, et non un ordre intégré dans le système séculier. Cela n'est possible que par le rétablissement du second État du Khilafah Rashidah (Califat bien guidé). Dans le cas contraire, l'État actuel s'enfoncera progressivement dans la déviation, poussé par le réalisme politique et l'enchevêtrement dans l'ordre mondial séculier.

Malheureusement, c'est précisément l'égarement politique dans lequel d'autres dirigeants du monde musulman ont marché - et continuent de marcher aujourd'hui - qui leur a valu d'avoir les mains liées par les contraintes du système international. **﴿الَّذِينَ يَتَّخِذُونَ الْكَافِرِينَ أَوْلِيَاءَ مِنْ دُونِ الْمُؤْمِنِينَ أَبِيتُوا لَهُمْ أَعْرَافَ﴾** **“ceux qui prennent pour alliés des mécréants au lieu des croyants, est-ce la puissance qu'ils recherchent auprès d'eux? (En vérité) la puissance appartient entièrement à Allah.”** [An-Nisa' 4:139]

Bureau des médias du Hizb ut Tahrir dans la Wilayah d'Afghanistan